

ACTEUR DU CHANGEMENT

RAPPORT ANNUEL
2020
ADA



RAPPORT ANNUEL 2020

ÉDITO

Acteur du changement : à l'écoute, flexible et réactif

L'année 2020 a été différente de toutes les autres.

Une année tragiquement marquée par le décès de notre Présidente du Conseil d'administration, Corinne Feypel-Molitor, survenu le 9 août 2020. Membre du Conseil d'Administration de ADA depuis 2011, Corinne en était devenue présidente en 2018, comme un signe de son engagement pour une finance qu'elle voulait toujours plus inclusive. Engagée, Corinne l'était en faveur de ADA, tant sur le terrain lors d'une visite au Burkina Faso lors de la Semaine Africaine de la Microfinance en 2019, qu'au Luxembourg où elle a notamment animé la soirée des 25 ans de ADA pour, comme à son habitude, défendre et prôner avec passion la finance inclusive comme outil de lutte contre la pauvreté, mais aussi pour évoquer l'avenir d'un secteur qui se transforme grâce aux innovations et aux nouvelles technologies. Nous souhaitons vivement exprimer notre soutien à sa famille et à ses proches, ainsi que notre reconnaissance pour le précieux héritage qu'elle nous a laissé.

Cette année a aussi été perturbée par la propagation de la pandémie de Covid-19 à l'échelle mondiale, qui a démontré la **flexibilité** et la **réactivité** de nos équipes, mobilisées dès le mois d'avril pour définir et démarrer la mise en œuvre d'un programme de réponse à la crise. Ce programme de soutien, présenté dans la suite de ce rapport, s'est appuyé sur les constats et les analyses de nos chargés de projet à Luxembourg et de nos conseillers techniques présents sur le terrain, ainsi que sur des échanges avec nos partenaires. Une mobilisation qui a permis d'apporter une réponse rapide à l'urgence de la situation au bénéfice des populations vulnérables.

L'année 2020, c'est aussi la troisième année de notre Plan de Développement Opérationnel (2018-2021), dont les réalisations s'inscrivent dans une démarche forte d'impact et d'alignement avec les Objectifs de Développement Durable. Les **changements** positifs recherchés (notamment l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres) ne doivent pas être seulement des mots, mais une réalité. Pour cela, nous devons intégrer la recherche d'impact dès la conception d'un projet. C'est-à-dire intégrer dès le départ les besoins réels des institutions de microfinance et de leurs clients. Ainsi la qualité principale d'un acteur comme ADA, outre la flexibilité et la réactivité, reste la capacité d'être à l'écoute de ses partenaires, afin d'adapter au mieux les interventions mises en place à leur mode de fonctionnement et aux besoins réels de leurs clients. Pour changer de manière positive une situation, il est préférable de partir des besoins et réalités du terrain, donc créer des stratégies de coopération durables avec des partenaires pour que le changement lui-même puisse s'inscrire en premier lieu dans le présent, puis, étape par étape, dans la durée.

Si cette année nous a confrontés à de nombreuses difficultés, notamment pour maintenir des échanges en présentiel avec nos partenaires, elle nous a aussi fait découvrir des ressources dont nous ignorions l'existence, des capacités pour créer un autre mode de suivi relationnel en multipliant des interactions alternatives. Elle nous a notamment rappelé la nécessité d'apprendre chaque jour à vivre dans le changement, à s'adapter à des situations que nous n'avions pas prévues et à trouver des solutions et des modalités nouvelles et inexplorées. Cette crise nous a montré qu'il est possible de s'adapter à l'imprévu, qu'il est même souvent nécessaire de le faire, afin de rester au plus proche des besoins mouvants des populations pauvres. La flexibilité est l'un des outils principaux de notre réussite présente et future.

À elle seule, ADA ne peut aider les populations les plus vulnérables exclues des circuits bancaires traditionnels à accéder aux services financiers et à sortir de la pauvreté. C'est ensemble, grâce à la mise en commun de notre diversité et de notre force, que nous trouverons le chemin vers toujours plus d'inclusion financière.

Laura Foschi

Directrice exécutive de ADA

Nicole Dochen, Philippe Onimus et Patrick Losch

Vice-présidents du Conseil d'administration

SOMMAIRE

| | | | | | | | |
|----|---|----|--|----|--|----|--|
| 04 |  | 06 |  | 08 |  | 11 |  |
| | PAYS D'INTERVENTION ET THÉMATIQUES | | ACTIVITÉS ET RÉSULTATS | | PROGRAMME DE RÉPONSE COVID-19 | | RENFORCEMENT DU SECTEUR |
| 14 |  | 17 |  | 20 |  | 24 |  |
| | FINANCE DIGITALE | | APPUI AUX JEUNES ENTREPRENEURS | | FINANCE AGRICOLE | | ASSURANCE INCLUSIVE |
| 26 |  | 28 |  | 29 |  | 30 |  |
| | MICROFINANCE VERTE | | INVESTISSEMENT | | RÉDUIRE ET COMPENSER SON EMPREINTE CARBONE | | CORINNE MOLITOR (1967-2020) |
| 31 |  | | | | | | |
| | PARTENAIRES LUXEMBOURGEOIS 2020 | | | | | | |

Crédits photos :

Couverture : ©subman/Getty Images
Pages 8, 9, 10 : ©Philippe Lissac/Godong, Shutterstock et ADA
Pages 11, 12, 13 : ©ADA, MAIN, Félix Sorger et LMFA
Pages 14, 15, 16 : ©COOPEC-SIFA et EBO SACCO
Pages 17, 18, 19 : ©Shutterstock, Cropmark, ADA et Jokkolabs
Pages 20, 21, 22, 23 : ©arrowsmith2/Shutterstock, Renaca, MVCP, ADA et Prisma

Pages 24, 25 : ©OKO
Pages 26, 27 : ©Enda Tamweel et Pascal Deloche/Godong
Page 28 : ©Finamiga
Page 29 : ©Fundeverde, Cropmark et IMS Luxembourg
Page 30 : ©Nader Ghavami/Paperjam, ADA, Jean-Claude Frisque, ©Charles Caratini
Page 31 : ©ADA

Les chiffres présentés dans cette publication reflètent les résultats atteints au 31 décembre 2020.

EN 2020, ADA EST INTERVENUE DANS 42 PAYS SUR 8 THÉMATIQUES

COOPERATION OU PLAIDOYER

auprès des régulateurs de la microfinance dans 4 pays (Cambodge, Laos, Myanmar, Cabo Verde)

14 RESEAUX ET ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

appuyés sur 3 continents qui représentent un total de 684 IMF

370 IMF

formées (dont 65 sur un thème relatif à la Covid-19)

126 IMF, 6 INCUBATEURS ET 4 FINTECH

appuyés avec de l'assistance technique (dont 56 IMF pour faire face à la Covid-19)

137 177

clients ont bénéficié d'un nouveau produit ou service financier grâce à l'intervention de ADA

- 65 245 d'un produit d'assurance
- 45 005 d'un service digital (compte mobile, réseau d'agents mobiles)
- 13 915 d'un produit d'épargne
- 13 012 d'un crédit

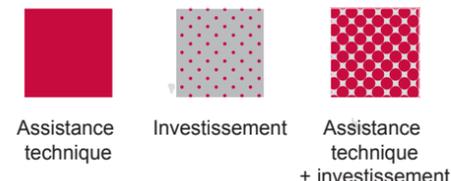
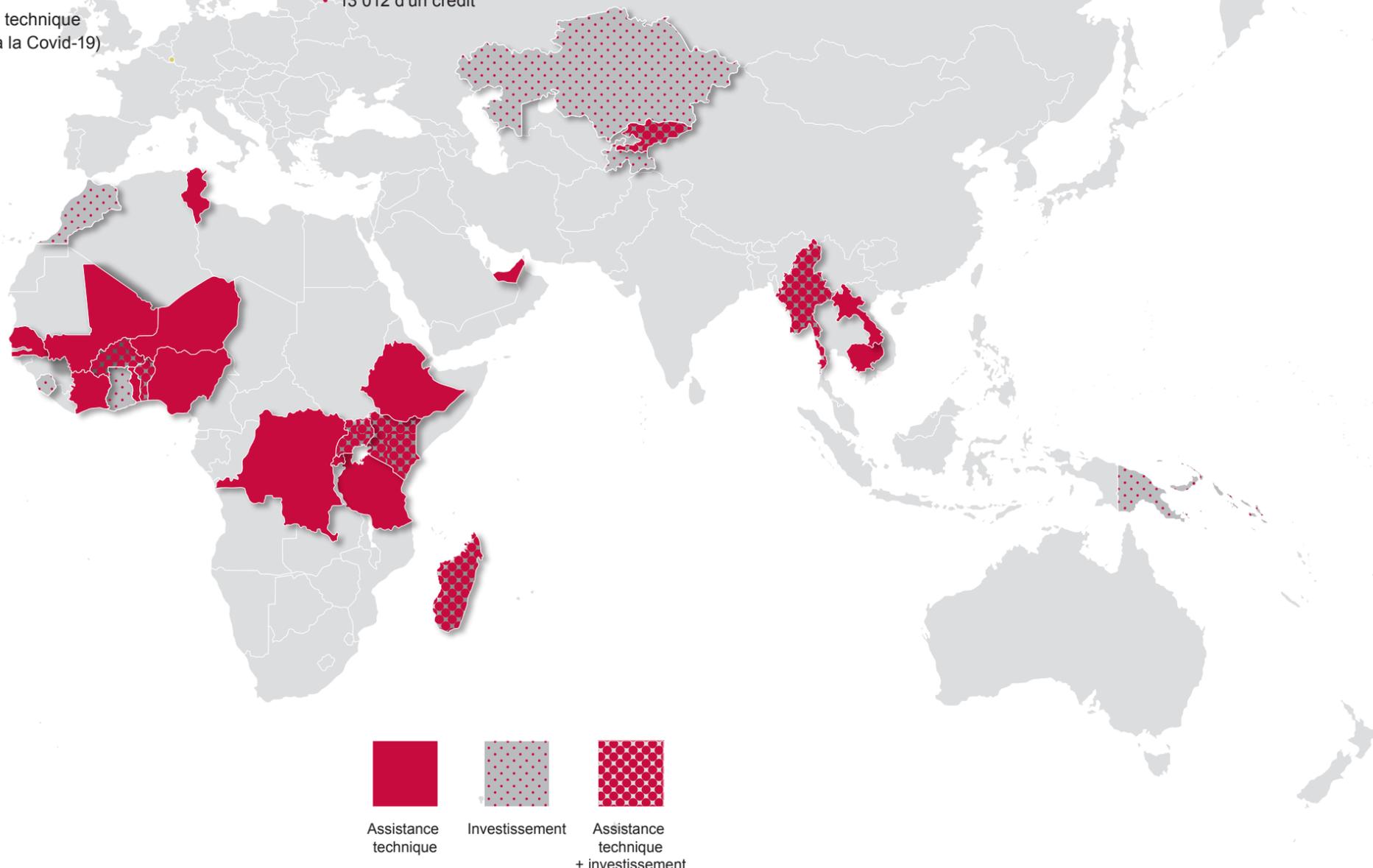
3 297

personnes ont bénéficié de services non-financiers grâce à l'appui de ADA

- 1 706 en éducation financière (52%)
- 1 094 en formations techniques agricoles (33%)
- 328 en formations à l'entrepreneuriat (10%)

Thèmes d'intervention

-  PROGRAMME DE RÉPONSE COVID-19 - page 8
-  RENFORCEMENT DU SECTEUR - page 11
-  FINANCE DIGITALE - page 14
-  APPUI AUX JEUNES ENTREPRENEURS - page 17
-  FINANCE AGRICOLE - page 20
-  ASSURANCE INCLUSIVE - page 24
-  MICROFINANCE VERTE - page 26
-  INVESTISSEMENT - page 28



L'ACTIVITÉ DE ADA ET SES RÉSULTATS

Activité de ADA au 31 décembre 2020

Cible 1.4

Accès aux services de base, dont la microfinance

Cible 1.5

Renforcement de la résilience des personnes vulnérables

- **137 177** personnes ont eu accès à un **service financier** grâce à l'intervention de ADA (compte mobile et/ou dans une institution financière, crédit, épargne, assurance). Parmi eux :
 - **65 245** personnes ont bénéficié d'un produit d'**assurance** dont **13 178** via le digital ;
 - **13 915** d'un produit d'**épargne** ;
 - **1 706** d'**éducation financière**.



Cible 7.1

Accès à l'énergie propre

- **106** bénéficiaires d'un crédit pour acquérir un **équipement solaire**.



Cible 8.4

Accès aux services de base, dont la microfinance

Cible 8.10

Renforcement des capacités des institutions financières

Cible 8.3

Soutien à l'emploi

- **137 177** personnes ont eu accès à un **service financier** grâce à l'intervention de ADA (compte mobile et/ou dans une institution financière, crédit, épargne, assurance) ;
- **11 443 emplois soutenus** via l'accès au crédit ;
- **100 %** des jeunes entrepreneurs bénéficiaires d'un crédit ont **embauché de 1 à 3 employés** temporaires ou permanents depuis l'obtention d'un crédit ;
- **1,3 emploi** supplémentaire créé en moyenne par jeune entrepreneur ;
- **87 %** des jeunes entrepreneurs bénéficiaires d'un crédit déclarent avoir **amélioré le revenu** de leur activité.

Cible 9.3

Accès des petites entreprises aux services financiers et intégration dans les chaînes de valeur

Cible 9.c

Accès aux TIC (Technologies de l'information et de la communication)

- **331 jeunes entrepreneurs** bénéficiaires d'un **crédit** ;
- **35 IMF** et **4 FinTech** appuyées sur la **transformation** et/ou le développement d'une **solution digitale** ;
- **58 183** bénéficiaires d'un **service financier digital** : **45 005** d'un compte mobile et/ou réseau d'agents mobiles et **13 178** de micro-assurance via le digital.

Cible 2.3

Amélioration de la productivité agricole et des revenus des petits producteurs, y compris via l'accès aux services financiers

Cible 2.4

Adoption de pratiques agricoles productives, durables et résilientes

- **11 112** bénéficiaires de **crédit agricole** ;
- **94 %** de bénéficiaires de crédit agricole déclarent que le **revenu de leur activité a augmenté** un peu (40%) ou beaucoup (54%) ;
- **1 094** bénéficiaires de **formations techniques agricoles**.

Cible 4.4

Renforcement des compétences nécessaires à l'emploi et l'entrepreneuriat

- **328 jeunes** entrepreneurs bénéficiaires de **formations à l'entrepreneuriat**.

Cible 6.2

Accès à des services d'assainissement

- **91** bénéficiaires de crédits pour améliorer le système d'**assainissement** de leur maison.

Cible 10.b

Investissements étrangers directs

- **51 IMF** dans 24 pays bénéficient d'un **prêt de LMDF** (fonds conseillé par ADA) ;
- **9** prêts déboursés pour un total de 5,2 millions d'euros ;
- Encours de prêts de **26,5 millions** d'euros.

Cible 11.1

Amélioration de l'habitat

- **546** bénéficiaires d'un crédit pour améliorer leur **habitat**.

Cibles 17.16 et 17.17

Facilitation des partenariats

- **+35 projets dans 42 pays** avec une diversité de partenaires tels que régulateurs, réseaux, associations professionnelles, IMF, incubateurs, FinTechs, centres de formations, experts techniques, ONG, Universités, investisseurs, etc.





PROGRAMME DE RÉPONSE COVID-19

LE PROGRAMME DE RÉPONSE COVID-19 : ADA MOBILISÉE POUR AIDER SES PARTENAIRES

Dès le début de la pandémie, ADA a conçu un programme pour aider ses partenaires à prendre des mesures pour assurer la continuité de leurs activités et la protection de leurs clients.

CONTRIBUTION AUX ODD

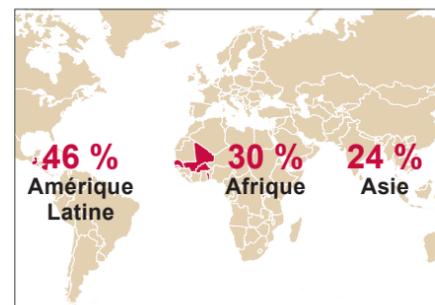


Cible 8.10
Renforcement de capacités des institutions financières

CHIFFRES CLÉS 2020

80 organisations ont bénéficié du programme de réponse à la crise Covid-19 :

- 72 institutions de microfinance (IMF) dont 25 financées par LMDF
- 5 incubateurs
- 3 réseaux



ASSISTANCE TECHNIQUE

Des subventions et de l'assistance technique pour répondre aux besoins urgents des partenaires

Rapidement, les IMF ont vu leurs activités perturbées. Il devenait prioritaire de développer des stratégies de continuité

des activités et de gestion des risques, tout en assurant la protection des clients. C'est pourquoi ADA, avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg, a mis en place un programme de réponse à la Covid-19 pour aider ses partenaires à traverser la crise. Ce programme, doté d'un montant d'environ un million d'euros, prévoyait :

« L'appui de ADA nous a permis d'assurer une continuité de nos activités 72h après un premier ouragan qui a frappé notre pays pendant la crise, et 24h après un second ouragan quelques jours plus tard. »

Institution de microfinance Pana-Pana au Nicaragua

En raison de la pandémie, ADA a dû travailler dans un contexte d'urgence. Très rapidement, elle a réagi en proposant à ses partenaires (IMF, incubateurs et réseaux) de bénéficier d'un programme de réponse à la Covid-19 comprenant un volet d'assistance technique et un volet d'études et de production de connaissances sur les effets de la crise.



PROGRAMME DE RÉPONSE COVID-19

- des **subventions** pour acheter de l'équipement sanitaire et informatique et assurer ainsi une continuité des activités ;
- de l'**assistance technique** aux IMF qui, en fonction des besoins, pouvait couvrir un large éventail de thématiques, notamment la mise en place d'un plan de continuité, la gestion du portefeuille et des liquidités, la planification stratégique et le repositionnement ou encore la mise en place de solutions digitales ;
- des **outils** pour faciliter les analyses nécessaires à la gestion des opérations dans un contexte de crise, notamment : une **note d'orientation** détaillant les mesures à prendre pour organiser une gestion de crise appropriée et assurer la continuité des activités ; une **boîte à outils** pour mettre en pratique cette note ; un **guide Microvision**¹ pour élaborer des tests de stress et des scénarios d'anticipation des effets de la crise ; et enfin un **guide de report des échéances** au sein des banques et des IMF de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA).

Au total, **80 institutions** d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie ont bénéficié d'un appui technique et/ou financier.

Si les réseaux et incubateurs ont bénéficié uniquement de subventions, parmi les 72 IMF ayant bénéficié du programme de réponse, 68 IMF ont pu recevoir des subventions et 42 IMF de l'assistance technique (certains ayant bénéficié des deux appuis). Parmi ces 42 IMF, 76% (32 IMF) ont été appuyées sur la gestion des risques, ce qui leur a permis de maîtriser et redresser leur situation (diminution du portefeuille à risques² et augmentation de l'encours). En parallèle, 62% (26 IMF) des IMF ont reçu un appui sur la planification stratégique et 33% (14 IMF) sur la mise en place de stratégies digitales en réponse à la crise.

¹ Microvision est un outil permettant aux IMF de réaliser des projections simplifiées de leurs états financiers à 5 ans.

² Portefeuille à risques (PAR) : ratio indiquant l'encours des crédits affichant du retard par rapport au portefeuille de crédits total.

³ Vagues d'enquêtes : il s'agit de la même enquête (à quelques modifications près) envoyée plusieurs fois aux mêmes partenaires, afin de réaliser un suivi et d'analyser l'évolution des ressentis face à la crise.



ETUDES ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES

Comprendre l'impact de la crise auprès des partenaires et de leurs clients

ADA a également cherché à comprendre l'impact à long terme de la crise sur ses IMF partenaires dans le monde. Pour ce faire, elle s'est associée à la Fondation Grameen Crédit Agricole et à Inpulse pour réaliser des **vagues d'enquêtes tous les 45 jours environ afin de suivre et analyser les effets de la crise du point de vue des IMF partenaires**. Les enquêtes ont montré une certaine capacité d'adaptation des IMF, dont certaines envisagent de développer de nouveaux produits ou services pour répondre aux besoins de leurs clients, tels que des crédits dédiés à l'agriculture, des services digitaux ou encore des produits d'épargne. Au total,

5 vagues d'enquêtes³ ont été réalisées en 2020 et ont permis de collecter des informations auprès de 70 à 110 IMF selon les vagues. D'autres enquêtes sont prévues pour 2021.

ADA a également contribué à l'initiative lancée par la Social Performance Task Force (SPTF) visant à mieux **comprendre l'impact de la crise sur les clients des IMF** grâce à un questionnaire unique créé par la SPTF en collaboration avec FINCA et 60 Decibels. ADA a donc appuyé certaines IMF partenaires à enquêter auprès de leurs clients par le biais d'une entité externe ou des agents de crédit directement. Ont ainsi été réalisées :

- 3 vagues d'enquêtes pour 3 IMF partenaires au Sénégal, au Togo et au Rwanda : 1 891 clients ont été interrogés ;
- 2 vagues d'enquêtes pour 8 IMF membres du réseau ASOMI au Salvador : 399 clients interrogés ;

« Si les enquêtes clients ont montré que leurs activités et sources de revenus avaient été très affectées par la crise, causant une dégradation de leur situation financière, elles ont également révélé une certaine résilience de ces clients, la première stratégie d'adaptation étant le recours à l'épargne. »

Mathilde Bauwin
Chargée de projet R&D chez ADA



- 1 vague d'enquête pour 5 IMF membres du réseau au Cabo Verde (938 clients interrogés), 13 IMF membres du réseau au Guatemala (1 063 clients), 1 IMF au Myanmar (1 028 clients) et 1 IMF au Bhoutan (1 151 clients).

Ces enquêtes ont permis aux IMF de mieux comprendre les problématiques et besoins de leurs clients et parfois de s'y adapter (en allégeant par exemple les conditions d'accès au crédit).

Apporter sa contribution à travers la Recherche

ADA a contribué à la gestion des connaissances sur les conséquences de la crise en soutenant le travail de recherche d'un étudiant de l'Université Libre de Bruxelles sur le sujet « En quoi la crise de la Covid-19 représente une opportunité pour le développement de la finance digitale en Afrique de l'ouest (espace UMOA) ».

Elle a par ailleurs soutenu l'étude **sur l'impact de la crise sur la chaîne de va-**

leur de la finance inclusive, lancée dans le cadre du groupe de travail « From Research to Practice » du réseau européen de microfinance e-MFP.

Coordonner l'appui donné par les investisseurs

Dès le début de la Covid-19, des initiatives communes venant des acteurs de la finance inclusive ont émergé afin d'apporter une réponse coordonnée aux IMF.

A l'initiative de la Fondation Grameen Crédit Agricole, un groupe de 26 investisseurs et acteurs-clés du secteur de la finance inclusive, dont ADA, a signé un document présentant un ensemble de principes destinés à mieux soutenir le secteur face à la crise sanitaire et économique provoquée par la Covid-19. Ces principes, regroupés dans un **Engagement commun** (*Pledge en anglais*), visaient notamment garantir un accès continu au financement dans les meilleures conditions possibles et à veiller ainsi au bien-être des clients et du personnel.



Un Engagement commun pour protéger les institutions de microfinance et leurs clients.

ADA a ensuite créé et animé un **groupe de coordination des appuis apportés aux IMF** par les bailleurs et programmes d'assistance technique des investisseurs. Cette initiative s'inscrivait en cohérence avec l'un des principes du *Pledge* et visait à partager les informations sur les appuis fournis aux IMF afin d'éviter les redondances et de mutualiser les efforts. Grâce à un outil collaboratif, 96 IMF bénéficiant d'un appui ont pu être répertoriées.

Enfin, ADA a **co-signé** avec 6 autres signataires **une publication tirant les leçons de la mise en œuvre des principes du Pledge** six mois après son lancement et formulant des recommandations pour l'avenir.



POSER LES BASES NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR

Les réseaux et associations professionnelles jouent un rôle-clé dans le développement et la professionnalisation du secteur de la microfinance grâce à leur capacité à mobiliser les IMF et à engager le dialogue avec les autorités.

CONTRIBUTION AUX ODD



Cible 8.10
Renforcement de capacités des institutions financières

CHIFFRES CLÉS 2020

- **ATLAS** : données issues de 3 544 fournisseurs de services financiers de 138 pays ;
- **Coopération ou plaidoyer** auprès des régulateurs de la microfinance dans 4 pays : Cambodge, Laos, Myanmar, Cabo Verde ;
- **14 réseaux et associations professionnelles** appuyés sur les 3 continents qui représentent un total de 684 IMF.

SE RÉINVENTER EN LIGNE : LE MIDI DE LA MICROFINANCE



1^{er} Midi en ligne : les IMF ont pu poser leurs questions en direct à la Direction de ADA : Laura Foschi, directrice exécutive, et Christian Baron, directeur des opérations.

Depuis 2006, le Midi de la microfinance est un événement qui se tient tous les 3 mois au Luxembourg en présentiel. L'objectif est de sensibiliser le public luxembourgeois aux tendances du secteur de la finance inclusive.

Avec la crise, ADA a développé un nouveau format en ligne et élargi sa cible à des partenaires de terrain (associations, IMF, etc.) pour communiquer sur ses actions dans un contexte d'urgence. Un premier Midi en ligne en juin a permis d'ouvrir le dialogue avec les professionnels de la microfinance travaillant sur le terrain en Afrique, pour faire mieux comprendre leur situation suite à la crise.

« Avec ce nouveau format du Midi, on a transformé une contrainte en opportunité. »

Laura Foschi
Directrice exécutive de ADA

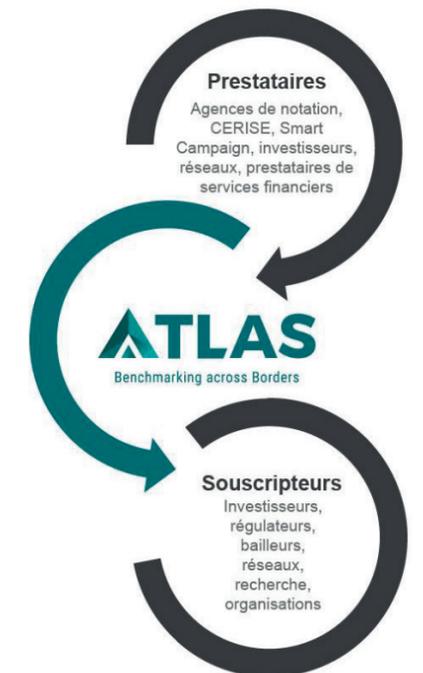
NIVEAU MACRO

ATLAS : la plateforme de données financières et sociales des IMF

Depuis 2017, ADA finance le développement de ATLAS, une plateforme en ligne gérée par Microfinanza Rating (MFR) qui **centralise des données relatives aux performances financières et sociales des fournisseurs de services financiers**. ATLAS vise à **promouvoir la transparence** dans le secteur de la finance inclusive, notamment afin d'orienter les investisseurs sociaux dans leurs décisions d'investissement. La plateforme a été lancée publiquement au début de l'année 2020.

Les données disponibles sur la plateforme peuvent être fournies directement

par les prestataires de services financiers ou par certains partenaires œuvrant avec plusieurs prestataires (agences de notation financière, investisseurs, réseaux, acteurs d'appui au secteur, etc.), soit via le formulaire standard d'ATLAS, soit à travers des outils existants compatibles avec la plateforme (ex : ratings sociaux et financiers de MFR, audit de gestion de la performance sociale SPI4 de Cerise, MFI Factsheet de Microfact, etc.). ATLAS contient également toutes les données historiques du Mix Market. Les fournisseurs de services financiers peuvent décider de partager leurs données, soit de manière nominative (ce qui augmente la visibilité des IMF), soit de manière anonyme. Ces données restent accessibles uniquement aux **souscripteurs, en l'occurrence des investisseurs, des régulateurs, des bailleurs internationaux,**





des réseaux et organisations qui soutiennent le secteur. Fin 2020, ATLAS rassemblait les données de 3 544 prestataires de services financiers de 138 pays et couvrait plus de la moitié de ses coûts grâce aux souscriptions et à des projets de gestion de données. La plateforme prévoit d'être autonome financièrement dès 2022. Au-delà du soutien financier au développement de la plateforme, ADA contribue à l'alimenter en encourageant ses partenaires à partager leurs données sur ATLAS (www.atlasdata.org).

Déployer et professionnaliser la finance inclusive au Cabo Verde

Le Cabo Verde est l'un des 7 pays prioritaires de la Coopération luxembourgeoise qui bénéficient des Programmes Indicatifs de Coopération (PIC). Le PIC signé avec le Cabo Verde couvre une large gamme d'activités de développement dans différents secteurs. ADA exécute le volet dédié au **renforcement et au déploiement de la finance inclusive du 4e PIC (2016-2020)**.

Les Etats et les autorités de régulation sont chargées de promouvoir un **environnement propice au bon développement des IMF**.

Après deux Projets d'Appui au Développement de la Finance Inclusive (PADFI)



MACRO

Le gouvernement et les autorités de régulation



MESO

Les organes de représentation du secteur



MICRO

Les institutions financières

Ces différents niveaux travaillent ensemble afin de faire progresser la finance inclusive de manière cohérente et concertée.

entre 2012 et 2018 qui ont permis de poser les bases nécessaires au développement du secteur de la finance inclusive dans l'archipel et d'en structurer ses acteurs (la Banque centrale du Cabo Verde (BCV) et l'Unité de Promotion et de Développement de la Microfinance (UPDM) du ministère des Finances), le **PADFI-Extension II** a pris fin en décembre 2020. Il a permis à la BCV d'appliquer un **nouveau cadre réglementaire** pour le suivi du secteur et d'accompagner l'UPDM dans la définition d'une **nouvelle stratégie nationale de la microfinance 2020-2025**.

Les sept IMF capverdiennes qui ont reçu l'agrément de la BCV fin 2018 ont bénéficié d'appui technique afin de se conformer à la nouvelle loi et de professionnaliser leurs opérations. Elles ont par exemple suivi des formations pour apprendre à bien



Caisse villageoise (Village Credit Scheme).

remplir le nouvel outil de reporting financier qu'elles doivent désormais soumettre à la BCV tous les trimestres.

NIVEAU MESO

ADA renforce les capacités des associations professionnelles nationales de microfinance de sorte qu'elles deviennent des acteurs incontournables, des représentants légitimes des IMF et des partenaires performants dans la mise en place de projets de finance inclusive responsable. Exemples au Laos et Myanmar.

Structurer le secteur au Laos

Depuis 2010, ADA soutient l'association professionnelle de microfinance du Laos, la Lao Microfinance Association (LMFA), dans sa professionnalisation et dans le développement de services destinés à ses membres. Un premier partenariat de 7 ans avait notamment permis à LMFA d'améliorer sa communication envers ses IMF membres et de favoriser la transparence du secteur. Suite à ces bons résultats, un second partenariat entre ADA et LMFA a été formulé pour la période 2018-2021. LMFA, en tant que représentant du secteur, a maintenu en 2020 un contact permanent avec ses IMF membres et **intensifié ses activités de plaidoyer envers les autorités** afin de défendre leurs intérêts pendant la crise. Elle a notamment été impliquée à diverses réunions organisées par la Banque centrale du pays (BoL - Bank of Lao) pour discuter des mesures de lutte contre la



Covid-19 à mettre en place et a pris en charge et diffusé la traduction en laotien de divers documents de bonnes pratiques à adopter en temps de crise. Une étude sur le surendettement des clients de la microfinance a également été lancée en coordination avec la Task Force on Rural Finance, chapeautée par la BoL. Les résultats seront disponibles en 2021.

Par ailleurs, ADA et LMFA collaborent avec LuxDev à l'exécution d'un projet de structuration des **caisses villageoises (Village Credit Schemes)** existantes dans 4 des provinces les plus pauvres du pays et à en créer 115 nouvelles autres d'ici 2021 pour permettre aux populations pauvres en zone rurale d'accéder aux services financiers de base (épargne et crédits) au plus près de chez eux. Le but du projet consiste à contribuer au développement des activités économiques des populations villageoises grâce à l'accès aux services financiers de proximité. ADA apporte une assistance technique grâce à son conseiller technique sur place.

Renforcer l'association professionnelle du Myanmar

En 2017, ADA apportait pour la première fois son soutien à l'association professionnelle du Myanmar MMFA (Myanmar Microfinance Association). Le projet visait à fournir une assistance technique à **l'association pour aider à sa structuration** grâce à la présence d'un conseiller ADA à temps plein dans ses locaux. C'est ainsi que MMFA a amélioré sa gouvernance, mis en place un secrétariat, recruté son personnel permanent et formulé son plan stratégique sur trois ans. Afin de soutenir la mise en oeuvre de ce plan triennal, ADA a poursuivi l'accompagnement de MMFA à travers un nouveau partenariat sur la période 2018-2020 visant trois résultats :

- le renforcement de l'autonomie institutionnelle et financière de MMFA ;
- le développement de services de qualité basés sur la demande pour soutenir la croissance du secteur de la microfinance et la facilitation d'une collabora-

tion cohérente entre les praticiens de la microfinance et les parties prenantes ;

- le plaidoyer pour un environnement de marché sain, dans un cadre légal et réglementaire approprié.

En ce sens, l'association a envoyé une demande au nom de tous ses membres au régulateur FRD (Financial Regulation Department) afin de **plaider pour une clarification des mesures** de lutte contre la crise de la Covid-19, un **assouplissement des exigences réglementaires** et la **facilitation des autorisations de nouveaux investissements** en fonds propres ou en prêt pour les IMF. MMFA a également poursuivi ses activités de renforcement de capacités de ses IMF membres en adaptant certaines de ses formations au format digital. Enfin, elle a poursuivi la gestion de la plateforme MCIX (Myanmar Microfinance Data Sharing Platform) lancée en 2018 qui facilite l'échange de données entre les IMF pour contrôler et surveiller le surendettement de leurs clients. Fin 2020, 57 IMF font partie de cette initiative et échangent les données financières de plus de 2 millions de clients. MMFA dispose ainsi de données fiables sur l'état du secteur qui lui permettent de soutenir ses démarches de plaidoyer auprès du régulateur FRD.



Plaider pour une clarification des mesures de lutte contre la crise de la Covid-19, assouplir certaines exigences réglementaires et faciliter les autorisations de nouveaux investissements.

NIVEAU MICRO

Promouvoir la transparence des IMF en Afrique

La transparence des IMF reste un enjeu majeur pour la finance inclusive en Afrique. Les IMF doivent pouvoir mettre à disposition de leurs clients des informations claires et leur donner l'éducation financière nécessaire pour comprendre et comparer les produits qui leur sont proposés et faire ainsi le meilleur choix. Depuis 2018, ADA appuie le réseau d'IMF africaines MAIN (Microfinance African Institutions Network) dans la mise en place d'un projet visant à développer la transparence financière et sociale des IMF en Afrique. Le MAIN compte à ce jour 114 IMF membres dans 29 pays. En deux ans, le projet a déjà permis de former et d'accompagner 60 IMF dans 15 pays d'Afrique sur un sujet lié à la transparence. L'année 2020 a été celle du début de la mise en pratique des actions de transparence dans les IMF africaines. A cet effet, un **Pacte de transparence** a été signé par 45 IMF membres dans 18 pays désireuses de s'engager envers plus de transparence dans leurs pratiques, avec à la clé, la collecte, l'analyse et la publication de leurs données financières et sociales sur la plateforme ATLAS, afin de gagner la confiance de potentiels investisseurs prêts à financer le développement de leurs activités.



Formation en transparence avec des membres du MAIN.





FINANCE DIGITALE

ACCOMPAGNER LES IMF DANS LEUR PROCESSUS DE DIGITALISATION

Atteindre des populations dans des zones difficiles d'accès, offrir des services rapides et sécurisés aux clients ou réduire les coûts, telles sont les opportunités offertes par le digital.

CONTRIBUTION AUX ODD



Cible 8.10
Renforcement de capacités des institutions financières



Cible 9.c
Accès aux TIC (Technologies de l'information et de la communication)

LA DIGITAL FINANCE INITIATIVE (DFI)

Développer des solutions digitales pour les IMF en Afrique

La DFI est un projet mis en place par ADA entre 2017 et 2021 qui accompagne les IMF de plusieurs pays d'Afrique dans la définition et la mise en place de leur stra-

CHIFFRES CLÉS 2020

Pour l'ensemble des projets comportant des composantes « appui à la digitalisation » de ADA (Digital Finance Initiative, REDCAMIF, programme de réponse Covid-19 et projets d'assurance), il y a eu :

- **35 institutions de microfinance (IMF) appuyées pour la définition de leur stratégie digitale et la mise en place de solutions digitales :**
 - 16 en Afrique ;
 - 16 en Amérique latine et dans les Caraïbes ;
 - 3 en Asie ;
- **4 FinTech appuyées pour le développement d'une solution**

tégie digitale afin d'améliorer leurs performances financières et sociales et par conséquent favoriser l'inclusion financière dans le pays.

Ces solutions digitales passent notamment par la **digitalisation des processus de l'IMF** (authentification des clients, évaluation du crédit, recrutement et approbation du crédit à distance) et la digitalisation des **interactions avec les clients de l'IMF** (partenariat avec des opérateurs



d'assurance via le digital : 3 aux Émirats arabes unis et 1 au Mali ;

- **58 183 utilisateurs d'un service financier digital (compte mobile, réseau d'agents mobiles, assurance via une solution digitale).**

télécom pour permettre aux clients d'effectuer des opérations via mobile, mise en place de réseaux d'agents mobiles pour favoriser la proximité, SMS Banking, nouveaux produits digitaux, etc.).

La DFI accompagne les IMF à la mise en place de toutes ces solutions, en leur proposant un soutien stratégique, méthodologique, technique et financier, qui se traduit par une possible participation financière et un appui à la maîtrise d'ou-



FINANCE DIGITALE



Atelier avec EBO SACCO en Ouganda.

vrage. Cet accompagnement se déroule en trois étapes : (1) **atelier initial** de définition de la stratégie digitale et d'identification des priorités ; (2) **définition du projet digital** priorisé ; (3) **implémentation du projet digital (pilote)**. C'est à cette dernière étape que s'arrête l'accompagnement de ADA.

5 ateliers et 3 projets digitaux mis en œuvre en 2020

En 2020, **5 IMF ont participé à des ateliers** (étape 1) : Assilassimé (Togo), EBO SACCO (Ouganda) et YIKRI (Burkina Faso) ont suivi des ateliers organisés dans leurs pays respectifs, tandis que WASASA (Éthiopie) et La Fructueuse (Togo) ont suivi des ateliers en ligne. À l'issue de ces ateliers, ces IMF ont validé leur stratégie digitale et l'ont intégrée à leur plan d'affaires.

5 IMF ont défini leurs projets digitaux (étape 2), lesquels ont été validés par le comité de sélection DFI : Millenium Microfinance (Togo), Assilassimé (Togo), ALI-Dé (Bénin), WASASA (Ethiopie) et EBO

SACCO (Ouganda). D'autres projets sont en cours d'élaboration.

Enfin, **3 IMF ont finalisé la mise en œuvre de leur projet digital** (étape 3) :

- COOPEC-SIFA (Togo) a équipé ses 35 agents d'une solution mobile, dispose d'une base de données centralisée et offre à ses clients (plus de 40 000) la possibilité de faire leurs opérations dans tout le réseau ;
- Millenium Microfinance (Togo) a mis en place une solution W2B B2W (Wallet to Bank – Bank to Wallet) pour ses clients (plus de 30 000). Les clients peuvent donc réaliser des transferts du portefeuille e-money d'un opérateur de téléphonie mobile au Togo vers leur compte dans l'IMF et inversement. Un mois après l'activation de ce canal, l'IMF comptabilisait 1 825 abonnés à la solution W2B B2W ;
- RENACA (Bénin) a poursuivi la mise en place de l'interconnexion au sein de son réseau afin de disposer d'un environ-

« Le développement de solutions digitales est une opportunité pour les IMF d'augmenter leur portée, surtout en zone rurale, et d'améliorer l'inclusion financière. »

Catherine Lizard
Chargée de projet senior
« Digital Finance Initiative » chez ADA

nement technique favorable à la mise en place de solutions digitales. Plus de 110 000 clients peuvent faire leurs opérations dans toutes les agences interconnectées.

F2.0 (Fermier 2.0) : plateforme de mise en relation entre organisations paysannes et IMF

En 2020, la DFI a poursuivi le développement d'un projet initié en 2019, intitulé F2.0 (Fermier 2.0). Il s'agit d'une plateforme web qui met en relation des acteurs de la chaîne de valeur agricole (notamment des organisations paysannes) avec des IMF, dans le but de faciliter la transmission d'informations entre chaque acteur et favoriser de ce fait l'inclusion financière des petits producteurs.

Initialement, F2.0 a été développée dans le but de favoriser la distribution de crédits warrantage¹ et de crédits intrants. L'approche était donc très orientée besoins en crédit des agriculteurs, d'où l'implication forte des organisations paysannes. En réalité, F2.0 favorise bien plus que l'accès à des services de crédit. Elle offre aux agriculteurs la possibilité :

« Une bonne stratégie digitale permet aux IMF de travailler plus efficacement et d'offrir à leurs clients des services de meilleure qualité. »

Arnaud de Lavalette
Chargé de projet senior « Digital Finance Initiative » chez ADA



Les 41 000 membres de la COOPEC-SIFA peuvent désormais faire leurs opérations dans toutes les agences du réseau de l'IMF

- d'ouvrir un compte bancaire ;
- de commander (à crédit ou non) et recevoir leurs intrants agricoles (ressources utilisées par l'agriculteur pour faire fonctionner son exploitation, comme de l'engrais, des semences, etc.) ;
- de rembourser leurs intrants par la vente de récoltes à prix « commerce équitable » ;
- de bénéficier de la hausse des prix agricoles par du crédit warrantage.

Plus concrètement, la plateforme aide à gérer plusieurs maillons du cycle agricole :

- en amont, elle permet de définir des catalogues d'intrants, de passer des commandes, de les faire financer par l'IMF et de suivre leur livraison par l'organisation paysanne ;
- en aval, elle facilite le suivi de la collecte des récoltes auprès des bénéficiaires, puis le suivi des stocks et la vente par l'organisation paysanne ou le commerçant.

Un premier projet pilote mené en 2020 au Sénégal a permis à 2 IMF d'utiliser la plateforme F2.0 pour le suivi des crédits intrants et la gestion des stocks : U-IMCEC et MEC FADEC. Fin 2020, 750 producteurs avaient bénéficié d'un crédit via la plateforme.

LA TRANSFORMATION DIGITALE DES IMF EN AMÉRIQUE LATINE

REDCAMIF (*Red Centroamericana y del Caribe de Microfinanzas*) est le réseau régional de microfinance d'Amérique centrale et des Caraïbes qui regroupe 7 réseaux de microfinance nationaux (Nicaragua, Salvador, Guatemala, Honduras, République dominicaine, Costa Rica et Panama).

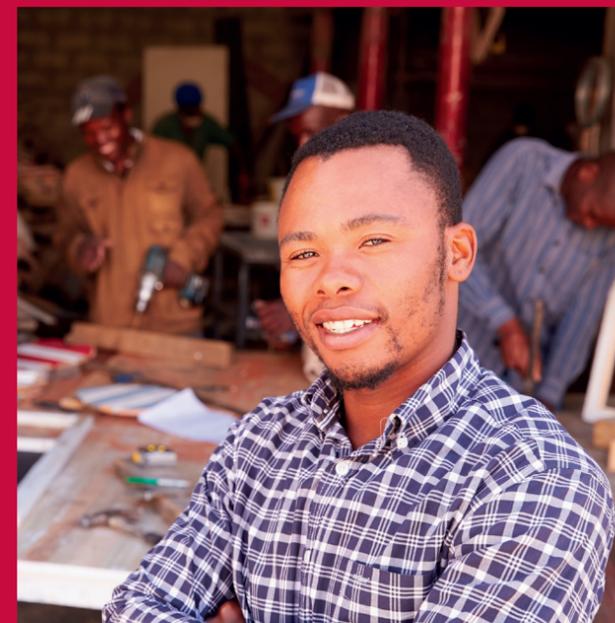
Le partenariat ADA-REDCAMIF cherche à encourager l'utilisation de la technologie par les IMF afin de faciliter l'accès de leurs clients aux services qu'elles proposent. Cet appui digital aux IMF constitue l'un des piliers de la collaboration entre les deux parties.

Dès le départ, le partenariat ADA-REDCAMIF a fait de la transformation digitale l'une de ses priorités face à l'appétence du secteur pour les nouvelles technologies. La crise sanitaire n'a fait que renforcer cet élan digital. Dans le cadre de son programme de réponse à la Covid-19, ADA, en collaboration avec REDCAMIF, a appuyé **5 IMF à définir une stratégie digitale** pour leur permettre d'endiguer la crise : FUSAI et CREDICAMPO (Salvador) ; FUDEMI (Nicaragua) ; Vision Fund (Guatemala) ; et FINSOL (Honduras). En parallèle, **2 autres IMF ont reçu un appui dans le choix de la solution digitale la plus appropriée** en réponse à la Covid-19 : CDD (République dominicaine) et ADRA (Honduras). Cet appui s'est fait dans un contexte d'urgence qui a permis de mettre en évidence le fort besoin des IMF de répondre à la crise grâce à des so-

lutions digitales, justement l'une des priorités de la collaboration ADA-REDCAMIF.

Enfin, **9 IMF ont été appuyées dans la mise en place d'une initiative digitale** (certaines ayant déjà bénéficié d'un appui en 2019 dans la définition de leur stratégie digitale, d'autres ayant reçu un appui en 2020 dans le cadre du programme de réponse à la Covid-19) :

- Banco Delta (Panama) : service de paiement des factures des services de base en ligne ;
- SAC INTÉGRAL (Salvador) : chatbot pour permettre aux clients de communiquer directement avec l'IMF ;
- FAFIDESS (Guatemala) : application destinée aux agents de crédit pour effectuer des crédits sur le terrain ;
- CREDICAMPO (Salvador) : services de paiement du réseau AKIpagos pour renforcer la confiance des clients ;
- FUSAI (Salvador) : application de transactions financières pour ses clients ;
- Banco Popular (Honduras) : authentification de ses clients par tokens lors de l'utilisation des produits digitaux ;
- FINSOL (Honduras) : application de gestion de crédits pour ses agents ;
- Hermandad (Honduras) a mis en place un système de gestion des contacts entre les clients et l'IMF, développé une application pour ses clients ainsi qu'un centre d'appel, et amélioré le module de recouvrement dans l'application utilisée par les agents, ainsi que l'application de transactions financières pour ses clients ;
- ODEF OPDF (Honduras) s'est équipé de WhatsApp pour communiquer avec ses clients et a amélioré l'application utilisée par ses agents pour mieux segmenter et servir ses clients.



SOUTENIR LES JEUNES ENTREPRENEURS EN AFRIQUE ET EN AMÉRIQUE LATINE

ADA appuie les jeunes entrepreneurs à accéder au financement et à renforcer leurs capacités. Selon leurs besoins en financement, ADA leur propose un soutien par le biais des IMF ou du YES Funding Initiative, un mécanisme de financement innovant.

CONTRIBUTION AUX ODD



Cible 8.10
Renforcement de capacités des institutions financières



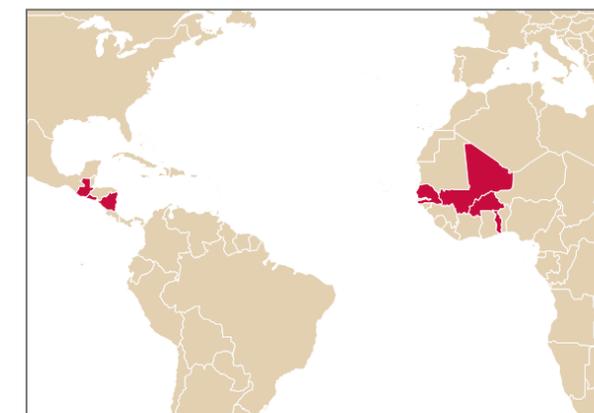
Cible 4.4
Renforcement des compétences nécessaires à l'emploi et l'entrepreneuriat.



Cible 9.3
Accès des petites entreprises aux services financiers et intégration dans les chaînes de valeur

CHIFFRES CLÉS 2020

- **3 IMF** en Afrique appuyées sur le développement de produits financiers et services non-financiers dédiés aux jeunes ;
- **6 incubateurs** (3 en Afrique, 3 en Amérique latine) appuyés sur le développement d'une offre d'accompagnement de jeunes entrepreneurs ;
- **331 jeunes entrepreneurs** bénéficiaires d'un crédit ;
- **328 jeunes bénéficiaires** de formations ou d'accompagnement à l'entrepreneuriat.



APPUI AUX JEUNES ENTREPRENEURS À TRAVERS LES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

(besoins de financement allant jusqu'à 10 000€)

Au Rwanda avec UFC (Umutanguha Finance Company)

Depuis 2016, ADA, avec le soutien du Rotary Luxembourg, appuie l'IMF UFC au Rwanda afin d'offrir aux jeunes entrepreneurs des services financiers (crédit et épargne) associés à des services non-financiers (formation, éducation financière,

conseil en gestion d'entreprise, suivi et accompagnement).

Le Rwanda est l'un des rares pays africains qui, en raison de la pandémie, a mis en place en 2020 un confinement strict. L'impact au niveau d'UFC a été fort, puisque le portefeuille à risque a doublé.

¹ Le crédit warrantage, aussi appelé crédit stockage ou crédit warranté, est un système de crédit rural qui consiste, pour une organisation paysanne (OP) et/ou ses membres producteurs, à obtenir un prêt en mettant en garantie leur production (de mil, sorgho, riz, maïs, arachide etc.) susceptible de prendre de la valeur. (Source : Portail FinDev)



Jeunes entrepreneurs clients de UFC ayant bénéficié d'un crédit « Jeune Artisan » pour lancer leur activité.

« Je suis reconnaissant envers UFC de nous avoir poussés à utiliser les services financiers digitaux comme la banque mobile pour envoyer ou recevoir de l'argent ; cela nous a évité de perdre du temps à localiser leur agent de crédit. »

Témoignage d'un client d'UFC sur ce qui lui a donné de l'espoir pendant la pandémie

Pour répondre à cette urgence, l'IMF s'est rapprochée des jeunes entrepreneurs (18 à 35 ans) afin de mieux cerner leurs besoins et anticiper les risques de non-remboursement. Pour ce faire, UFC a collaboré avec ADA (et la Social Performance Task Force (SPTF)) pour mener une étude destinée à identifier les besoins financiers des jeunes clients de l'institution. Les conclusions de l'étude ont permis d'adapter l'offre de services financiers proposés par l'IMF aux besoins réels des jeunes suite à la crise. Parmi les solutions proposées : la **restructuration des crédits existants et/ou d'obtention d'un crédit supplémentaire** de financement du fonds de roulement pour l'achat de matières premières par exemple, nécessaires à la reprise des activités.

La crise a aussi permis d'**accélérer la mise en œuvre de la stratégie digitale** adoptée par UFC. La connexion entre les comptes ouverts auprès de l'institution et les comptes mobiles des clients a fortement progressé, en partie grâce à des mesures étatiques destinées à appuyer l'utilisation des outils digitaux pendant le confinement, comme l'annulation des frais de transaction entre le compte bancaire et le compte mobile des clients. UFC a également développé un **réseau d'agents** constitué le plus souvent des petits commerces locaux. Ces agents donnent la

possibilité aux clients de l'IMF de retirer de l'argent ou de payer les échéances de crédit sans avoir à se déplacer dans les agences de l'IMF parfois situées à plusieurs kilomètres de leur domicile. C'est un **gain de temps** pour les clients et pour les IMF, qui peuvent alors se concentrer sur le démarchage de nouveaux clients et la vente de produits d'épargne et de crédit. Grâce à cette offre de services digitaux, plus de 13 900 jeunes ont ouvert un compte en 2020 auprès de l'IMF, laquelle a collecté ainsi 0,7 million d'euros, renforçant d'autant ses capacités de financement. Enfin, le confinement au Rwanda a dynamisé le **commerce en ligne** : une opportunité pour certains jeunes, qui ont créé leur propre entreprise de livraison de biens achetés sur internet.

En 2020, 235 clients d'UFC ont bénéficié d'un crédit « Jeune Artisan » (destiné à financer un métier artisanal type coiffure, couture, mécanique, menuiserie et soudure) et 215 d'un accompagnement.

Au Sénégal avec U-IMCEC, dans le cadre d'un projet mené en partenariat avec LuxDev

ADA, en partenariat avec LuxDev, soutient les activités de U-IMCEC (Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Épargne et de Crédit) au Sénégal pour l'intégration financière des jeunes, principalement les primo-entrepreneurs âgés de 18 à 25 ans. L'appui de ADA a démarré en 2020. Il s'est concentré sur le **développement de produits d'épargne et de crédit** adaptés aux différents métiers, produits auxquels les jeunes peuvent accéder après une formation, afin de lancer leur propre entreprise.

ADA a développé des synergies avec d'autres acteurs sur le terrain spécialisés dans l'appui non financier des jeunes (formation professionnelle, accompagnement dans le développement d'un plan d'affaire), comme Jokkolabs, un incubateur sénégalais qui a lancé un programme d'accompagnement pour les jeunes dans le secteur de l'agroécologie. Dans ce cadre, U-IMCEC **soutient les jeunes accompagnés par Jokkolabs** grâce à des produits financiers conçus spécifiquement pour répondre à leurs besoins. Grâce à ces collaborations et à des études de marché appuyées par ADA, U-IMCEC a enrichi son offre en 2020 avec des **produits d'épargne et de crédit adaptés aux jeunes primo-entrepreneurs**. Un **produit d'assurance agricole** a également été lancé et distribué par U-IMCEC.

Enfin, le Sénégal a bénéficié du programme de réponse Covid-19 lancé par ADA en avril 2020 (page 8) pour limiter ses risques opérationnels suite à la crise sanitaire.

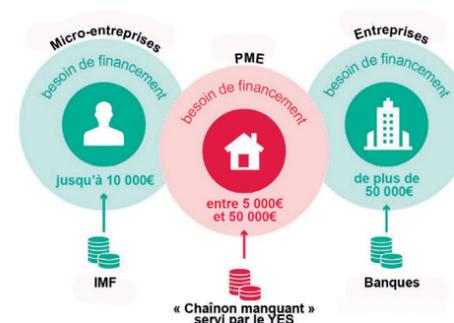


Novembre 2020 : première cohorte accompagnée par Jokkolabs dans le cadre du soutien aux jeunes entrepreneurs au Sénégal.

APPUI AUX JEUNES ENTREPRENEURS À TRAVERS UN FINANCEMENT INNOVANT

(pour des besoins de financement compris entre 5 000€ et 50 000€)

Parmi les nombreux jeunes dont l'insertion socio-professionnelle passera par la création et le développement de leur propre activité, certains présentent des capacités et veulent développer des projets d'entreprise nécessitant des financements plus importants (jusqu'à 50 000€) que ce qu'offrent les IMF.



Alors que les institutions de microfinance (IMF) financent les micro-entreprises et les banques, les entreprises bien établies demandant des financements de montants importants, les **PME, en phase de croissance**, peinent à trouver des solutions adaptées à leurs besoins.

En 2018, ADA a mis en place un nouveau mécanisme de financement appelé **« Young Entrepreneurs Sustainable (YES) Funding Initiative »** pour apporter une solution à ce problème.

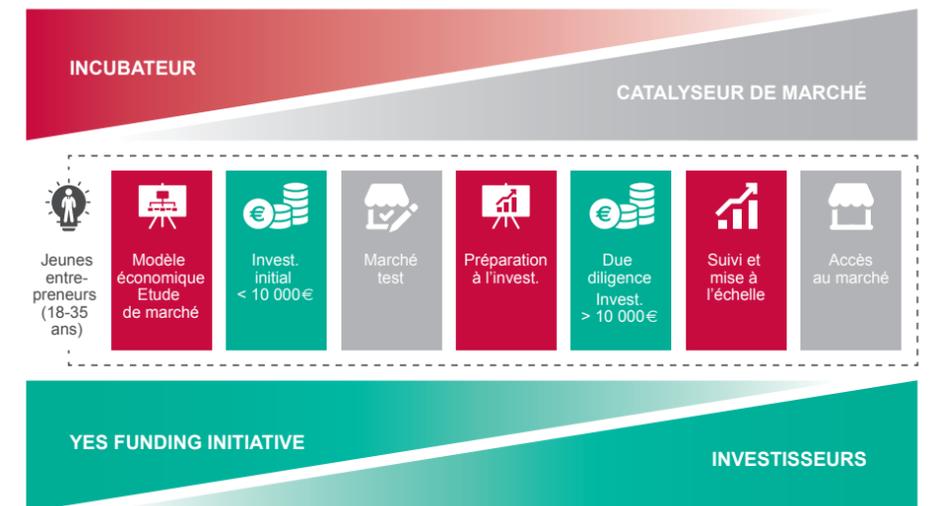
Le YES FI est un mécanisme qui permet de financer des projets encore non couverts par des investisseurs privés ou des Business Angels, habitués à financer des jeunes entrepreneurs en croissance. Le YES FI collabore avec des partenaires spécialisés dans l'appui à l'entrepreneuriat (incubateurs/accélérateurs, catalyseurs de marché et institutions financières) qui fournissent aux jeunes un appui technique et financier. Grâce à ce double appui financier (garanties mises en place par le YES FI pour les financements octroyés par l'institution financière) et technique (de la part de l'incubateur), l'investisseur qui souhaite financer le jeune prend moins de risques. Le remboursement du financement accordé par le YES FI est calculé sur le chiffre d'affaires que le jeune tire de son activité. Le montant remboursé sert également à financer l'appui donné par l'incubateur.

Plusieurs projets pilotes ont été lancés en 2020 :

- en Afrique de l'ouest :
 - au Burkina Faso, avec l'incubateur La Fabrique et l'institution financière Cofina Burkina ;
 - au Mali, avec l'incubateur Donilab et l'institution financière Cofina Mali ;
 - au Sénégal, avec l'incubateur Jokkolabs et l'institution financière Cofina Sénégal.
- en Amérique latine :
 - au Nicaragua, avec l'incubateur Impact Hub Managua ;
 - au Guatemala, avec l'incubateur Alterna ;
 - au Salvador, avec l'incubateur INSERT/ Yawal et Alterna.

Au total, **62 jeunes entrepreneurs** ont bénéficié d'un accompagnement à travers ces structures.

YES Funding Initiative : Investir dans la nouvelle génération



Progressivement, le financement donné par le YES FI laisse la place aux financements des investisseurs. En parallèle, le jeune reçoit l'appui de l'incubateur nécessaire à la croissance de l'entreprise.



FINANCE AGRICOLE

RENFORCER LES PRODUCTEURS POUR UNE AGRICULTURE DURABLE

Le projet en finance agricole a été lancé afin de pallier au manque de produits financiers adaptés au secteur agricole. En complément, ADA propose aux IMF un accompagnement afin d'optimiser l'appropriation de ces produits par leurs clients.

CONTRIBUTION AUX ODD



Cible 2.3
Amélioration de la productivité agricole et des revenus des petits producteurs, y compris via l'accès aux services financiers

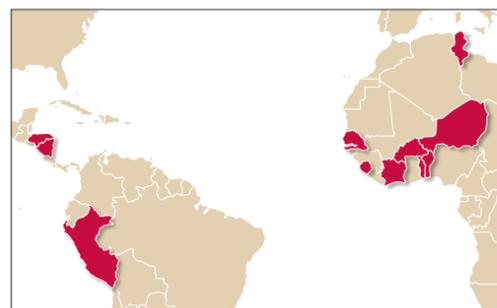
Cible 2.4
Adoption de pratiques agricoles productives, durables et résilientes



Cible 8.10
Renforcement de capacités des institutions financières

CHIFFRES CLÉS 2020

- **14 IMF** appuyées pour le développement de crédit agricole via différents projets (F2.0, finance agricole, Niger, Tunisie et REDCAMIF) ;
- **Pays d'intervention :**
 - **Afrique :** Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Togo, Tunisie ;
 - **Amérique latine :** Honduras, Nicaragua, Pérou ;
- **11 112 bénéficiaires de crédit agricole ;**



- **1 094 bénéficiaires de formations techniques agricoles** pour l'adoption de pratiques plus durables.

PERMETTRE AUX ACTEURS AGRICOLES DE SAISIR LES OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ

En 2020, ADA a poursuivi son engagement aux côtés des IMF pour offrir des produits spécifiques aux agriculteurs et aux organisations de producteurs au

Bénin, au Burkina Faso et au Togo. En collaboration avec les IMF, elle a travaillé de manière ciblée sur les **services non-financiers (formations)** pour permettre aux acteurs des chaînes de valeur agricoles d'optimiser l'utilisation du crédit, en particulier les agriculteurs et éleveurs. Ces formations leur ont donné des clés pour adopter de meilleures pratiques pour augmenter le rendement et la qualité des produits. Les regroupe-

ments de producteurs ont quant à eux été accompagnés sur les techniques de stockage et le contrôle qualité pour leur faciliter l'accès au marché.

Au Bénin, l'IMF Renaca, en collaboration avec le centre agropastoral et agroécologique Songhaï, a formé ses clients sur 4 productions : l'aviculture, la pisciculture, l'élevage d'escargots et le maraîchage. Cette formation visait à optimiser les pro-



FINANCE AGRICOLE

cessus de production et par conséquent augmenter les revenus des clients. Tous ont été sélectionnés par Renaca sur la base de 3 critères : (i) leur historique de crédit ; (ii) leurs capacités de communication ; (iii) la mise à disposition d'un espace dans lequel accueillir au moins 3 autres producteurs avec lesquels partager les bonnes pratiques pour les inciter à se former à leur tour. L'IMF a ensuite effectué un suivi dans les exploitations afin de s'assurer de l'appropriation et de l'amélioration des performances. Plusieurs impacts positifs ont découlé du projet, comme la naissance de relations professionnelles intéressantes pour les clients de Renaca ou la création de nouveaux emplois. En 2021, cette expérience sera étendue à la production du soja et du manioc.

Au Burkina Faso, ADA est partenaire de Yikri, une IMF qui collabore avec deux centres de formation (l'un pour la production animale, l'autre pour la production végétale) pour fournir ce même type d'appui à ses clients sur 3 productions : l'élevage de poulets, l'élevage de porcs et le maraîchage.

Au Togo, ADA a mis en œuvre ce même projet avec 2 IMF : la **FUCEC et Assilassimé**. Dans le cas de la FUCEC, la formation, délivrée par une ONG locale MVCP, s'est focalisée sur les techniques de stockage et l'accès au marché. 280 producteurs ont ainsi été formés. Assilassimé a choisi d'accompagner ses clients sur le stockage du maïs, la mécanisation

des labours et l'adoption de pratiques agro-écologiques.

Dans ces 3 pays, ADA a également créé des formations spécifiques pour les chargés de clientèle spécialisés des IMF, le plus souvent des agronomes, afin qu'ils disposent d'outils pour analyser les dossiers de demandes de crédits liés aux secteurs dans lesquels les institutions opèrent.

Au total, avec ces 4 IMF (Renaca, Yikri, FUCEC et Assilassimé), 9 680 clients ont bénéficié d'un crédit pour financer leur activité (production, transformation, commercialisation) et 828 ont bénéficié d'une formation. **94 %** de bénéficiaires de crédit agricole déclarent que le revenu de leur activité a augmenté un peu (40%) ou beaucoup (54%).

RENFORCER L'INCLUSION FINANCIÈRE DES JEUNES AGRICULTEURS AU NIGER

En collaboration avec LuxDev, ADA a démarré en 2020 un projet d'assistance technique dans la région de Dosso, contribuant au renforcement des possibilités de financement des jeunes agriculteurs.

LuxDev, déjà active dans la région à travers un projet de renforcement des capacités des jeunes agriculteurs, a créé un mécanisme de financement combinant 50% de subventions, 40% de crédit, et 10% d'apport personnel du bénéficiaire. Afin de financer un maximum de jeunes, LuxDev et ADA collaborent pour diversifier les institutions financières participant à ce projet, ce qui a permis d'inclure deux petites IMF de la région (Gomni et Hinfani) afin qu'elles puissent elles aussi proposer ce crédit aux jeunes formés par LuxDev. ADA apporte son appui au renforcement des capacités de ces deux institutions, notamment pour l'amélioration des opérations liées à l'instruction et au suivi des dossiers de crédit. En 2020, **146 crédits d'une valeur moyenne de 622 EUR ont été accordés.**



Formation en finance agricole pour 4 IMF à Dosso du 29 septembre au 1^{er} octobre 2020.

La pandémie de la Covid-19 a ralenti certaines activités liées au renforcement des capacités des IMF. Le conseiller technique de ADA basé sur le terrain à Dosso a d'ailleurs été contraint de limiter ses déplacements. Néanmoins, le personnel des deux IMF a participé à une formation de 4 jours en finance agricole organisée par ADA. Un appui rapproché a été mis en œuvre sur l'utilisation de la Factsheet¹ par les IMF comme étape préalable à une formation sur l'analyse des indicateurs et l'utilisation de « Microvision », un outil qui permet aux IMF d'établir des projections financières. Une étude sur l'environnement digital des IMF et leur stratégie de transformation digitale a été lancée dans la perspective de faciliter l'inclusion financière de nouveaux clients dans la région et optimiser certains processus. Enfin, un plan de renforcement des capacités avec des priorités bien définies a été élaboré pour chaque IMF et sera mis en œuvre d'ici la fin du projet en décembre 2022. En parallèle, ADA a appuyé LuxDev pour l'opérationnalisation d'un fonds de garantie et apporte son appui-conseil au représentant du ministère des Affaires étrangères et européennes au Niger pour le renforcement du secteur de la finance inclusive dans le pays.



Formation des producteurs de maïs, soja et manioc avec l'ONG MVCP.

¹ La MFI Factsheet Microfinance est un outil qui permet de suivre et analyser les performance financières et sociales d'une IMF.

SOUTENIR LES PRODUCTEURS DE CACAO AU PÉROU

Suite à l'évaluation de la phase pilote du projet d'appui aux petits producteurs de cacao dans la région de San Martín au Pérou (2018-2019), ADA, en collaboration avec l'ONG et l'IMF Prisma, a entamé en 2020 la deuxième phase du projet qui s'étendra jusqu'à fin 2021.

Au cours de la phase pilote, l'ONG Prisma et l'IMF Prisma ont réintroduit une **méthode ancestrale d'entraide mutuelle appelée « chova chova »**, afin de diffuser les bonnes pratiques agricoles respectueuses de l'environnement pour l'entretien des parcelles destinées à la production de cacao et de résoudre en partie les problèmes liés au manque de main-d'œuvre. Une équipe d'agronomes forme des groupes de producteurs appelés « choveros » et identifie un leader par groupe. La méthode « chova chova » permet à ces groupes d'appliquer de bonnes pratiques agricoles (comment bien tailler les arbres, fertiliser, contrôler les maladies, etc.) avec l'appui de l'agronome au départ, puis de les répliquer avec l'implication de tous sur les parcelles de chaque producteur membre du groupe.

En parallèle, l'IMF Prisma a créé un **produit financier adapté aux besoins des petits producteurs de cacao de la région, le crédit « Prisma Cultivo »**, qui leur permet de s'approvisionner en intrants et d'acquérir du matériel.

L'objectif de la deuxième phase est de renforcer la **synergie entre le service financier (crédit « Prisma Cultivo »)** et le service non-financier (assistance technique « chova chova ») afin que les producteurs de cacao puissent bénéficier simultanément des deux appuis. Dans ce but, **deux applications mobiles** ont été créées : **l'une, utilisée par les « choveros »**, avec laquelle sont collectées les données relatives aux membres du groupe, à leurs parcelles et aux travaux d'entretien effectués ; **l'autre, utilisée principalement par**

les agents de crédit pour l'analyse des demandes de crédits, ou partiellement par les agronomes, pour collecter les demandes de crédits des « choveros », puisqu'ils sont en contact direct avec les producteurs sur le terrain.

Peu de temps après le lancement de la phase 2, le projet a subi un fort ralentissement à cause de la crise sanitaire qui a frappé le pays, également en proie à une crise politique. Le personnel des bureaux de Lima a été contraint de travailler depuis leur domicile et les agriculteurs de la région de San Martín, confinés, n'ont pas pu se rendre sur leurs parcelles pendant plusieurs semaines, voire des mois. L'interruption du transport de marchandises a également fait baisser la vente de cacao auprès des coopératives de la région. Malgré tout, de nombreuses activités prévues ont été mises en œuvre. Les formations de renforcement des capacités initialement prévues pour l'IMF et ONG Prisma ont été transférées sur une plateforme en ligne. Les « choveros » ont pu rester en contact grâce à un groupe WhatsApp dynamique et l'équipe d'agronomes a organisé via ce réseau des webinaires et envoyé des conseils techniques réguliers aux petits producteurs de cacao.



Compléter le service financier (crédit) par un service non-financier (assistance technique) pour générer plus de revenus.

À l'issue de cette année, et compte tenu du contexte socio-sanitaire particulièrement complexe, le bilan est positif, avec un volume de crédits supérieur à l'objectif prévu (2 000 000 sols - monnaie péruvienne - contre un objectif initial de 1 500 000 sols) et 467 crédits déboursés. 35 pro-



Groupe d'agriculteurs en formation avec leur leader « chovero ».

ducteurs agricoles ont bénéficié à la fois de services financiers et non-financiers. L'évaluation du projet pilote a montré que **la combinaison de ces deux services permettait de générer davantage de revenus**, d'où la nécessité de renforcer leur synergie. 266 nouveaux producteurs ont également rejoint les groupes d'entraide, alimentant ainsi la base de données des IMF grâce à des remontées précises du terrain. En 2021, l'IMF Prisma a donc prévu d'intégrer l'équipe d'agronomes dans le personnel de l'IMF au sein d'une nouvelle unité qui sera dédiée à l'assistance technique agricole.

SSNUP : RENFORCER LA RÉSILIENCE DES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

Les petits exploitants agricoles ont souvent des difficultés pour accéder aux intrants, au financement et aux marchés. Ils sont également très vulnérables aux phénomènes météorologiques (inondations, sécheresse, etc.) liés aux changements climatiques ainsi qu'à la volatilité des prix. La croissance du secteur agricole étant un facteur clé dans la réduction de la pauvreté, il est donc essentiel de renforcer la résilience de ces acteurs.

Afin de répondre aux besoins de ces petits exploitants, ADA, en collaboration avec la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC), la Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire du Luxembourg, et LuxDev, a lancé en octobre 2020 le

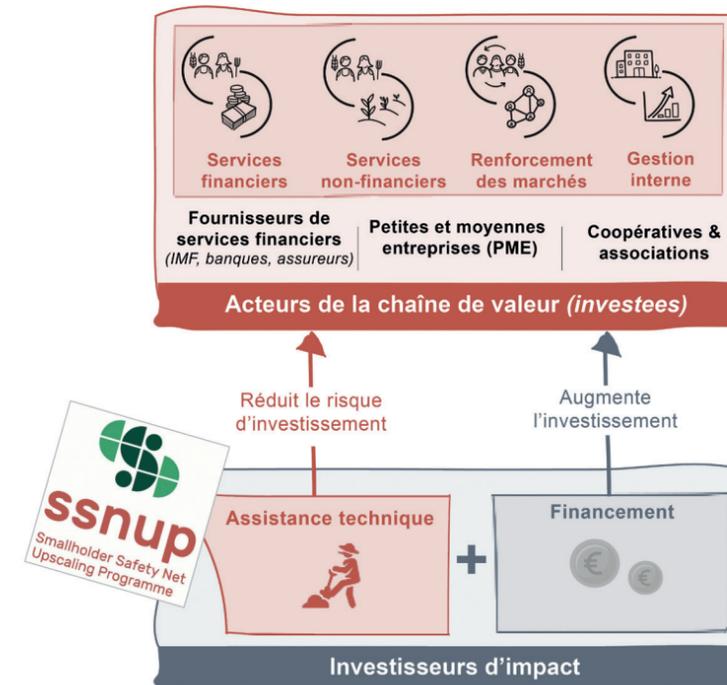
SSNUP (Smallholder Safety Net Upscaling Programme). Le SSNUP est un programme qui vient **co-financer les projets d'assistance technique des investisseurs d'impact**, dont les partenaires (« investees »), sont des acteurs des chaînes de valeur agricoles sur le terrain (institutions de microfinance, banques rurales, assureurs, PME, coopératives agricoles, organisations de producteurs, etc.). En soutenant ces projets, le SSNUP vise non seulement à renforcer la résilience des petits exploitants, mais aussi à réduire le risque d'investissement et donc à inciter à investir davantage dans l'agriculture. C'est grâce à ce cercle vertueux que le SSNUP entend soutenir le développement d'un secteur agricole durable.

Prévu sur 10 ans avec un budget estimatif de 55 millions EUR, le SSNUP vise à renforcer les filets de sécurité de 10 millions de ménages agricoles en Afrique, en Amérique latine et en Asie, ce qui permettra d'améliorer le bien-être de 50 millions de personnes à faibles revenus.

Le SSNUP actif sur 4 types de projet

A ce jour, le SSNUP co-finance des projets d'assistance technique des investisseurs d'impact sur 4 thématiques :

- **Développement de services financiers** : conception, pilotage et distribution des produits financiers à travers les institutions sur le terrain et études de marché ou de faisabilité pour développer ces produits.
- **Développement de services non-financiers** : projets pour l'adoption de pratiques agricoles durables, mais aussi projets d'éducation financière ou de certification des productions agricoles.
- **Facilitation de l'accès aux marchés** : projets visant à développer les marchés en créant des synergies entre les acteurs de la chaîne de valeur agricole.
- **Gestion interne** : projets de renforcement de capacités des investees (gestion des risques, digitalisation des processus, gestion financière, etc.).



« De la fourche à la fourchette » : la chaîne de valeur est l'ensemble des activités successives conduites par différents acteurs pour mener un produit ou un service depuis sa conception et sa production jusqu'à sa distribution aux consommateurs, en passant par ses différentes phases de transformation. A chaque étape de la chaîne, le produit prend de la valeur.

Exemple de projet d'assistance technique appuyé par le SSNUP

- **Nom du projet** : assurance agricole indiciaire en Afrique de l'ouest
- **Type de projet** : développement de services financiers et non-financiers
- **Investisseur d'impact** : Oikocredit
- **Acteur de la chaîne de valeur (investee) qui bénéficie de l'assistance technique** : Inclusive Guarantee, un courtier d'assurance dans lequel Oikocredit a investi
- **Pays** : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal
- **Chaînes de valeur** : coton, riz, millet, sésame, sorgho et soja
- **Objectifs** : i) réduire les risques de 60 000 petits exploitants agricoles (dont 20 000 femmes) qui souscrivent pour la première fois à une assurance agricole ; ii) améliorer la gestion financière et la sensibilisation aux risques de 100 000 petits exploitants grâce à des formations d'alphabétisation financière.
- **Budget** : 235 000€, dont 100 000€ proviennent du SSNUP

Le rôle de ADA : entre coordination et gestion des connaissances

ADA coordonne le programme SSNUP dans sa globalité et reçoit notamment les propositions de projets d'assistance technique qui viennent des investisseurs d'impact. Fin 2020, des investisseurs comme la Fondation Grameen Crédit Agricole, Incofin, Oikocredit, responsAbility et Symbiotics s'étaient déjà associés au SSNUP. ADA assure également la responsabilité des activités de gestion et de diffusion des connaissances.



ASSURANCE INCLUSIVE

PROTÉGER LES POPULATIONS VULNÉRABLES GRÂCE À L'ASSURANCE INCLUSIVE

L'assurance inclusive apparaît comme une réponse adaptée aux besoins de protection des plus vulnérables. ADA contribue à l'assurance inclusive à travers des solutions innovantes en termes de produits, de canaux de distribution et de partenariats.

CONTRIBUTION AUX ODD



Cible 8.10
Renforcement des capacités des institutions financières



Cible 1.5
Renforcement de la résilience des personnes vulnérables

SERINSA : DONNER ACCÈS À L'ASSURANCE EN AMÉRIQUE CENTRALE

SERINSA (Servicios Inclusivos, S.A.), une société créée par le réseau régional de microfinance d'Amérique centrale et des Caraïbes REDCAMIF, distribue des produits d'assurance inclusive par le biais de 14 IMF basées au Nicaragua, au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Depuis 2018, ADA collabore avec BRS (Belgian Raffleisen Foundation) pour apporter une assistance technique à SERINSA. Celle-ci lui permet :

CHIFFRES CLÉS 2020

- 14 IMF et 4 FinTech appuyées ;
- 65 245 bénéficiaires d'un produit d'assurance : décès (99%) ou agricole (1%) ;
- Pays d'intervention :
 - Amérique centrale : Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador ;
 - Moyen-Orient : Emirats arabes unis ;
 - Afrique : Mali.



- d'améliorer son offre de produits d'assurance inclusive (vie, accident, santé, notamment cancer) adaptés aux besoins des clients de ses IMF partenaires ;
- de stimuler sa croissance pour atteindre un haut niveau de performance financière et sociale.

Pendant la pandémie, les agents de crédit ne pouvaient plus rendre visite à leurs clients et en prospector de nouveaux. Malgré tout, 8 IMF ont continué de vendre des produits. En 2020, 58 771 polices d'assurance ont ainsi été vendues, dont 52 067 (88%) uniquement pour l'assurance-décès.

ADA et BRS ont renforcé l'assistance à SERINSA pour l'aider à surmonter la crise grâce à une subvention pour financer certaines dépenses, notamment le financement d'une étude de marché et de satisfaction des clients au Salvador, destinée à collecter les besoins des clients afin de mieux se positionner sur ce marché mature. Les résultats ont mis en évidence l'intérêt des clients pour l'assurance santé, vol, inondations et incendie, et ont souligné le besoin d'être éduqués et sensibilisés à l'assurance. A noter que 70% d'entre eux se déclarent satisfaits de l'offre actuelle. Enfin, l'appui de ADA a permis à SERINSA de financer un diagnostic sur le renouvellement des polices d'assurance au



ASSURANCE INCLUSIVE

Nicaragua, au Honduras et au Salvador. La société a également complété sa gamme de produits d'assurance avec un service de consultation médicale à distance, déjà utilisé par 1 921 clients en 2020.

ASSURER LES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET LEURS FAMILLES VIA LE TRANSFERT D'ARGENT

Depuis 2017, ADA s'est associée à Democrance, une société technologique d'assurance basée à Dubaï, afin d'offrir une assurance aux travailleurs migrants à faibles revenus résidant aux Emirats arabes unis. L'adhésion à cette assurance se fait par l'intermédiaire d'opérateurs de transfert d'argent que les migrants utilisent pour envoyer de l'argent à leurs familles restées au pays. Leurs proches peuvent ainsi être indemnisés en cas de décès ou d'invalidité du migrant. Avec l'appui de ADA et de la compagnie d'assurance AXA, deux produits d'assurance ont été développés et lancés en 2020 auprès des migrants : un produit gratuit, sponsorisé par l'opérateur de transfert d'argent, qui couvre le décès et l'invalidité pour 90 jours ; et un second produit payant (1,60€ par mois), qui est une extension du produit gratuit avec une plus grande couverture. Par ailleurs, un service gratuit de téléconsultation a été

« Il est important pour moi de pouvoir envoyer régulièrement de l'argent à mes proches aux Philippines. Mes garçons n'ont plus à s'inquiéter pour moi ici : je suis en sécurité et protégée par l'assurance. La souscription se fait facilement dans l'application mobile Rise. »

Laarni Capuz

Bénéficiaire du produit d'assurance Rise, Emirats arabes unis

ajouté en période de pandémie de Covid-19. Un troisième produit, destiné à couvrir les familles restées au pays, est en cours de développement. La distribution de ces produits se fait par l'intermédiaire d'opérateurs de transfert d'argent (Hello Paisa et Rise) grâce à une plateforme digitale développée par Democrance, qui permet : i) au migrant de gérer facilement son adhésion à l'assurance via mobile ; ii) à sa famille restée dans le pays d'origine de faire une réclamation en cas de sinistre, via un mobile également ; iii) à l'assureur d'indemniser la famille restée dans le pays d'origine, par le biais de l'opérateur de transfert d'argent.

À la fin du projet en septembre 2020, 13 235 migrants avaient souscrit à l'un des deux produits d'assurance.

OKO AU MALI : UNE ASSURANCE AGRICOLE POUR LES PRODUCTEURS DE MAÏS

Depuis mars 2020, ADA soutient OKO au Mali, une start-up qui distribue des produits d'assurance agricole indicelle aux petits producteurs du pays. Elle permet aux agriculteurs touchés par des inondations ou des sécheresses de recevoir une

indemnisation directement via leur téléphone portable. Dans un premier temps, OKO cherchait à assurer les producteurs de maïs de cinq

régions du Mali. L'appui donné par ADA visait à soutenir la start-up dans l'extension à deux régions supplémentaires.

Soutenue par ADA, OKO a recruté deux représentants pour les deux nouvelles régions. Elle a ensuite lancé en mai une campagne SMS auprès des petits producteurs de maïs des sept régions concernées, leur proposant d'être rappelés s'ils souhaitaient souscrire le produit d'assurance agricole. Au total, 30 000 d'entre eux ont manifesté un intérêt pour le produit et ont demandé à être recontactés. Victimes de leur succès, les agents de OKO n'ont pas pu rappeler tous les clients. Certains producteurs, analphabètes, n'ont pas pu lire le SMS en français, ni même recevoir le message vocal de promotion via l'application WhatsApp car ils ne disposaient pas de smartphone. Seuls 1 867 producteurs de maïs ont finalement souscrit au produit d'assurance agricole contre les inondations ou la sécheresse, dont 624 dans les deux zones d'extension ciblées par le projet (soit 33%), ce qui reste tout de même satisfaisant étant donné le contexte de pandémie. En 2020, l'ensemble du Mali a été frappé par de violentes inondations. Sur les deux zones soutenues par ADA, sur 624 producteurs qui avaient souscrit au produit d'assurance agricole, 373 ont pu être indemnisés.

Suite à cette première expérience, OKO souhaite couvrir quatre nouvelles productions en plus du maïs et adapter la communication pour la rendre plus accessible aux clients analphabètes.

Parcours client

- ➔ Le migrant se rend chez un opérateur pour envoyer de l'argent à sa famille.
- ➔ Lors du transfert, son assurance est automatiquement activée.
- ➔ Lui et sa famille reçoivent un SMS avec le contrat d'assurance et la procédure à suivre lors d'une réclamation.
- ➔ En cas de décès ou d'invalidité, sa famille peut demander une indemnisation via le téléphone.
- ➔ Le paiement de l'indemnisation s'effectue avec le transfert de fonds.





MICROFINANCE VERTE

FAVORISER LES INITIATIVES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT

ADA accompagne les institutions de microfinance dans le développement de services financiers destinés à des usages et pratiques respectueux de l'environnement et du climat.

CONTRIBUTION AUX ODD



Cible 8.10
Renforcement de capacités des institutions financières



Cible 6.2
Accès à des services d'assainissement



Cible 7.1
Accès à l'énergie propre



Cible 11.1
Amélioration de l'habitat

CHIFFRES CLÉS 2020

- **22 crédits déboursés** pour le produit « Eco-shems » (Tunisie) ;
- **13 IMF appuyées** pour le développement d'un crédit « vert » (REDCAMIF) ;
- **Pays d'intervention :**
 - **Amérique latine :** Guatemala, Honduras, République dominicaine, Salvador ;
 - **Afrique :** Tunisie.



OUVRIR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE VERTE POUR LA PRODUCTION AGRICOLE EN TUNISIE

En 2019, ADA a mené un projet d'appui à ENDA Tamweel en Tunisie, la plus grande IMF du pays, concernant la mise en application de sa stratégie environnementale à travers la mise en place de nouveaux produits et services dits « verts ». Le projet a permis d'évaluer le potentiel du portefeuille vert de l'IMF, de renforcer les capacités internes pour une gestion plus efficiente du portefeuille, d'améliorer un produit vert existant dédié au

recyclage, l'Éco-prêt, et de définir un nouveau produit vert, le crédit « Eco-shems », afin de financer les systèmes d'irrigation et de pompage solaire des producteurs de palmiers dattiers du sud de la Tunisie.

En 2020, ADA a appuyé l'introduction du produit Eco-shems dans l'agence pilote de la ville de Tozeur, avant de le diffuser dans cinq agences supplémentaires au sud du pays. Fin 2020, malgré la crise sanitaire qui a ralenti le projet, **22 crédits pour un montant de 144 000 EUR ont été déboursés**. L'objectif pour 2021 est d'octroyer 240 crédits Eco-shems et d'apporter une assistance technique agricole



MICROFINANCE VERTE



Client d'Enda Tamweel ayant bénéficié d'un produit pour la transition énergétique.

à 50 producteurs, pour leur transmettre les techniques d'une bonne gestion de l'eau. A terme, la méthode enseignée pourra être répliquée par l'IMF.

Par ailleurs, Enda Tamweel et ADA ont entamé une réflexion plus large pour la mise en place d'un **produit financier permettant aux clients d'entreprendre la transition énergétique de leur entreprise en utilisant l'ensemble des possibilités offertes par la technologie des panneaux photovoltaïques**. Une enquête sera lancée début 2021 afin de mieux comprendre les besoins de certains secteurs d'activités jugés porteurs en milieu urbain et périurbain et de pouvoir lancer un nouveau produit vert adapté en 2021.

FAVORISER L'UTILISATION DE SERVICES FINANCIERS RESPONSABLES EN AMÉRIQUE LATINE

Le secteur de la microfinance en Amérique centrale et dans les Caraïbes est représenté par le réseau régional REDCAMIF (*Red Centroamericana y del Caribe de Microfinanzas*), qui regroupe les réseaux nationaux de 7 pays : Guatemala, Honduras, République dominicaine, Salvador, Nicaragua, Costa Rica et Panama. Ensemble, ces réseaux représentent 138 IMF membres, pour une couverture totale de 1,8 million de clients, parmi lesquels 60 % sont des femmes et 40 % vivent en milieu rural. Le partenariat avec REDCAMIF permet une portée géographique importante et l'intégration d'une grande variété de sujets nécessaires au renforcement du secteur.

Depuis 12 ans, ADA et REDCAMIF soutiennent financièrement et techniquement les IMF membres, afin de leur permettre de proposer des solutions innovantes en faveur des plus démunis et de favoriser l'amélioration de leurs conditions d'existence. Un premier projet ADA-REDCAMIF, mené entre 2012 et 2017, a fait l'objet d'une évaluation dont les conclusions sont venues alimenter le projet **ADA-REDCAMIF II pour la période 2018-2021**. Ce second projet prévoit notamment le développement de produits financiers et services non-financiers pour faciliter l'accès à l'énergie et encourager les pratiques agricoles d'adaptation aux changements climatiques et responsables envers l'environnement avec les IMF membres de REDCAMIF.

Dans ce cadre, **13 IMF membres des réseaux affiliés à REDCAMIF ont été appuyées en 2020 pour le développement d'un crédit « vert »**, qui ne se limite pas seulement à l'énergie ou à l'adoption de pratiques agricoles et environnementales. Le crédit vert couvre plusieurs thématiques :

- **énergie** : installation de panneaux solaires ;
- **eau et assainissement** : amélioration ou construction de toilettes et gestion des déchets ;
- **habitat vert** : rénovation énergétique (toit transparent pour laisser entrer la lumière naturelle par exemple) ;
- **finance rurale verte** : mise en œuvre de pratiques environnementales dans des activités agricoles.



Un crédit vert ne se limite pas seulement à l'énergie ou à l'adoption de pratiques agricoles et environnementales.



Fin décembre 2020, un total de **381 clients** d'IMF basées au Guatemala, au Honduras, en République dominicaine et au Salvador ont bénéficié d'un crédit vert :

- **énergie** : **2 IMF** (BANCO POPULAR et FFDL) et **106 bénéficiaires** ;
- **eau et assainissement** : **4 IMF** (FAPE, MAYAVERSATIL, HPHES, PANAPAN) et **168 bénéficiaires** ;
- **habitat vert** : **1 IMF** (ADOPEM) et **40 bénéficiaires** ;
- **finance rurale verte** : **6 IMF** (SUMA, PADECOMSM CREDITO, PILARH, CREDICAMPO et FUNDENUSE) et **67 bénéficiaires**. Un autre projet destiné à financer le développement de l'écotourisme avec FDD est en cours.

Ces projets n'en sont qu'à leurs débuts, les produits ayant été commercialisés fin 2020, qui plus est dans un contexte de pandémie qui a ralenti leur distribution. Les résultats devraient se faire davantage ressentir en 2021.

En octobre 2020, ADA a également reçu un financement du ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable du Luxembourg (MECDD) pour réaliser un projet de développement de produits verts intitulé « Renforcer les capacités des agriculteurs à faibles revenus et des micro-entrepreneurs en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets ». 3 IMF ont déjà été sélectionnées pour bénéficier de cet appui.



INVESTISSEMENT

FINANCER LE DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

ADA conseille le fonds d'investissement Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF) dans le financement d'institutions de microfinance à forte mission sociale.



RÉDUIRE ET COMPENSER SON EMPREINTE CARBONE

Depuis trois ans, ADA a mis en place des actions pour améliorer son impact environnemental et social.

CONTRIBUTION AUX ODD



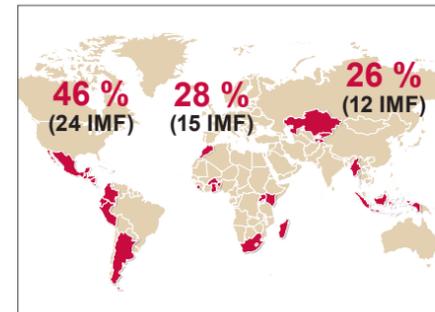
Cible 10.b
Investissements étrangers directs



Cible 17.3
Investissements étrangers directs

CHIFFRES CLÉS 2020

- **9 prêts décaissés** pour **5 200 000 EUR** ;
- **3 nouvelles IMF financées** ;
- **Au 31 décembre 2020** :
 - **51 IMF financées dans 24 pays** ;
 - **55 721 micro-entrepreneurs** directement atteints, dont **72% de femmes**



ADA conseille le fonds LMDF qu'elle a créé en 2009. A travers ce fonds, ADA réalise des investissements en dettes auprès d'IMF de petite taille (Tier 2 et 3) basées en Afrique, en Amérique latine et en Asie. En complément, ADA peut leur proposer une assistance technique ponctuelle ou renforcée (de longue durée).

Le cas de Finamiga : un appui sur-mesure

Finamiga UNI2 est une IMF en Colombie spécialisée dans le financement des véhicules nécessaires au développement des activités des microentreprises (motos, camions, tracteurs, etc.), et propose également des prêts pour le financement du

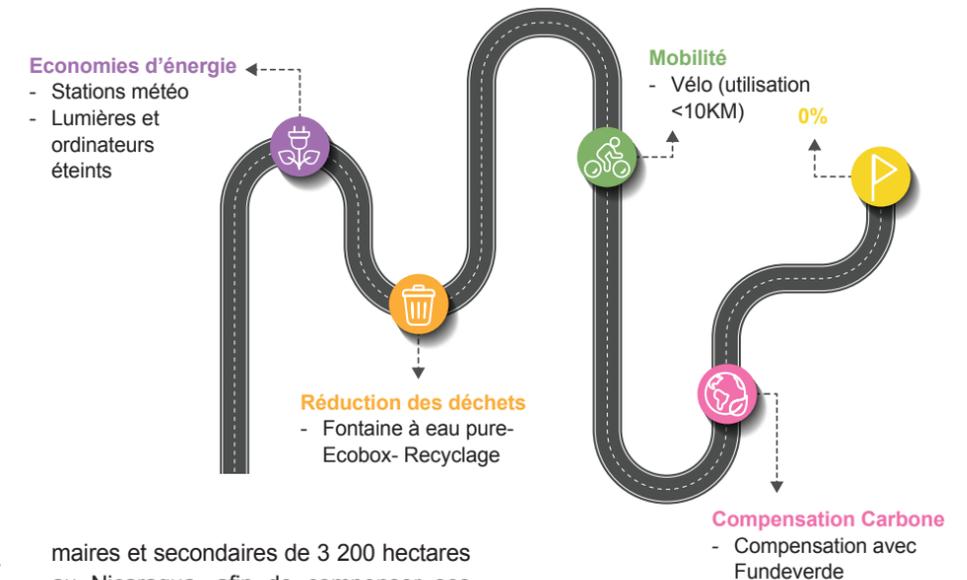
fonds de roulement, des immobilisations et l'amélioration de l'habitat. LMDF avait accordé un premier prêt à Finamiga en 2019 pour l'aider à élargir son portefeuille de prêts. Dans le contexte de pandémie qui a suivi en 2020, l'IMF a accordé des aides financières à ses clients pour permettre à chacun de relancer son activité. Dans le cadre de son **programme de réponse à la Covid-19** (page 8), ADA a également accordé une **subvention** à Finamiga pour lui permettre d'acheter du matériel de biosécurité nécessaire à la continuité de son activité et a mis à sa disposition une **équipe de consultants** pour l'aider à **réactiver son activité de crédits**. Ce plan de réactivation prévoyait no-

tamment un projet de **dématérialisation de billets à ordre et la mise en place d'une signature électronique** pour permettre aux clients d'effectuer leurs transactions à distance sans avoir besoin de se déplacer. L'IMF a également bénéficié d'une subvention pour la mise en place d'un **rating social**, l'un des outils utilisés par les IMF et les autres fournisseurs de services financiers. Une fois l'activité relancée, ADA a pu reprendre le processus d'investissement et LMDF a **accordé un nouveau prêt fin 2020 à Finamiga d'un montant de 600 000 EUR** pour lui permettre d'accorder de nouveaux crédits à ses clients.

ADA s'est engagée vers le zéro émissions carbone à travers 4 axes :

- **Economie d'énergie** : les collaborateurs sont invités à réduire l'utilisation du chauffage dans les bureaux, grâce à des **stations météo** indiquant la température de chaque salle, et à **éteindre les lumières et ordinateurs** lorsqu'ils s'absentent des locaux ;
- **Réduction des déchets** : l'utilisation d'une **Ecobox** a été encouragée pour permettre à chacun d'emporter ses repas commandés chez les restaurateurs et hôtels partenaires au Luxembourg. Des **fontaines à eau filtrée** ont été installées pour profiter de l'eau du réseau urbain et remplacer progressivement les bonbonnes d'eau en plastique (de 139 en 2019 à 46 en 2020), l'objectif étant de supprimer totalement leur utilisation en 2021 ;
- **Mobilité** : un **vélo** a été mis à disposition de celles et ceux qui voudraient se déplacer à proximité du lieu de travail, dans un rayon de 10 km ;
- **Compensation carbone** : en 2020, ADA a établi un partenariat avec la **Fundación Reserva Esperanza Verde (Fundeverde)**, une réserve de forêts pri-

En route vers le Zéro Émissions



maires et secondaires de 3 200 hectares au Nicaragua, afin de compenser ses émissions 2019 de **305 tonnes de CO₂**.



ADA a signé le **Manifeste « Zero Single Use Plastic »** de l'IMS Luxembourg, prônant la suppression du plastique à usage unique du quotidien professionnel. Fin 2020, 48 % des salariés d'ADA ont mis en pratique des gestes au quotidien. Un kit compilant les bonnes pratiques de chaque membre (dont ADA) est disponible sur le site de l'IMS.

HOMMAGE

CORINNE MOLITOR (1967-2020)

A assuré la présidence de ADA du 28 juin 2018 au 9 août 2020.

« La microfinance dans 25 ans ? J'espère qu'elle n'aura plus besoin d'exister. Parce que tout le monde aura accès au système bancaire formel. C'est le but : que la microfinance à un certain moment devienne tout à fait intégrée au système financier classique. »

Corinne lors d'une interview accordée au Lëtzeburger Journal, le 19 novembre 2019



Le 28 juin 2018, Corinne Molitor succède à Max Meyer et devient Présidente du Conseil d'administration de ADA.



Laura Foschi, Directrice exécutive de ADA et Corinne Molitor, Présidente du Conseil d'administration, duo féminin à la tête de ADA.



Lors de la SAM 2019 à Ouagadougou au Burkina Faso, Corinne avait volontairement fait reporter son vol pour participer à la soirée de clôture le jeudi soir.



Corinne s'était impliquée lors de la célébration des 25 ans, en ayant à cœur d'associer la fondatrice Mia Adams, comme un passage de témoin entre deux femmes engagées.

NOS PARTENAIRES AU LUXEMBOURG EN 2020

En 2020, ADA a collaboré ou échangé avec 20 acteurs du paysage luxembourgeois.



Nos partenaires dans la Maison de la microfinance :



CONSEIL D'ADMINISTRATION 2020

Présidente : Corinne Molitor (janvier-août 2020), puis vice-présidents par intérim
Vice-présidents : Nicole Dochen, Philippe Onimus et Patrick Losch
Administrateurs : Gilles Franck, Rémy Jacob, Michel Maquil, Max Meyer, Bram Schim van der Loeff, Luc Vandeweerd, Robert Wagener, Claude Witry

Découvrez nos partenaires de terrain sur : www.ada-microfinance.org



ADA bénéficie du Haut Patronage de Son Altesse Royale
la Grande-Duchesse de Luxembourg.



ADA est une organisation non-gouvernementale agréée et cofinancée par
la Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire
luxembourgeoise.

Éditeur

ADA asbl
39 rue Glesener
L-1631 Luxembourg
Tél. : +352 45 68 68 1
www.ada-microfinance.org

Faites un don

IBAN : LU66 0021 1753 6992 8900
BIL BILLULL

Copyright : ADA, juin 2021

Cette publication a été réalisée par Cropmark.

Suivez ADA sur 

  ADA Inclusive Finance

